Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

L’héritage de Blair : militarisme à l’étranger, dévastation sociale à l’intérieur

Déclaration du Parti de l’égalité socialiste (Grande-Bretagne)

Par Parti de l'égalité socialiste
Mondialisation.ca, 18 mai 2007
WSWS 18 mai 2007

Région : L'Europe
Thème: Droits humains et État policier, Militarisation

photo: Citro Vert info.

Le jeudi 10 mai, Tony Blair a annoncé le moment où il démissionnera en tant que chef du Parti travailliste et par conséquent, du poste de premier ministre. Il restera officiellement à la tête de son parti jusqu’à la fin juin pour permettre aux travaillistes de choisir celui qui lui succédera, presque certainement le chancelier Gordon Brown.

L’annonce de Blair est probablement la démission la plus attendue de mémoire d’homme. Depuis au moins l’élection générale de 2005, beaucoup a été dit sur la démission imminente de Blair.

Pour un homme qui a tant insisté sur son « héritage » et le fait qu’il avait « la main de l’histoire » sur son épaule, selon ce que répètent constamment Downing Street et les médias, il ne pouvait y avoir de bon moment pour annoncer sa retraite.

Plus détesté encore en Grande-Bretagne que son mentor, Margaret Thatcher, officiellement la première ministre la plus détestée de l’histoire récente, les sondages donnent une idée de ce que sera son héritage. Quelque 50 pour cent de la population croit que c’est pour le bain de sang de la guerre préventive et de l’occupation de l’Irak que Blair trouvera une place dans les livres d’histoire. Le deuxième groupe le plus nombreux croit que c’est plutôt son alliance avec George W. Bush qui sera citée.

Blair quitte son poste en étant un criminel de guerre non accusé et le seul premier ministre en devoir ayant été cité à comparaître dans une enquête de la police (dans le scandale de l’« argent contre noblesse »). Ce n’est pas une coïncidence si Lord Levy avait auparavant annoncé qu’il démissionnera du poste d’envoyé spécial du premier ministre au Moyen-Orient. En tant que leveur de fonds en chef de Blair, Levy a été arrêté et interrogé par la police enquêtant sur la vente présumée de titres de noblesse en échange de prêts au Parti travailliste.

Le premier ministre aurait planifié sa retraite depuis un certain temps et en aurait discuté avec des personnalités comme Rupert Murdoch et celui qui était alors le PDG de British Petroleum, Lord Browne. Il a été suggéré que pour ne pas être perçu comme un profiteur impatient, son premier projet sera d’établir une fondation mondiale pour favoriser « une

plus grande compréhension » entre les trois « fois abrahamiques », la chrétienté, le judaïsme et l'islam.

Cela est une fraude obscène en soi, considérant son rôle au Moyen-Orient. Mais il n'y a aucun doute que Blair pourra encore une fois utiliser ses talents de solliciteur de fonds auprès de riches bienfaiteurs. On s'attend à ce que l'activité qui lui rapportera véritablement beaucoup soit les tournées de conférences aux Etats-Unis. Il est estimé au bas mot que Blair peut s'attendre à gagner dans la première année suivant sa démission une somme allant de 5 millions à 10 millions de £, alors qu'une entente pour l'écriture d'un livre lui rapporterait entre 5 et 8 millions de £.

Personne ne doute que Blair sera accueilli à bras ouverts dans les cercles de droite, particulièrement aux Etats-Unis. Et cela, en grande partie, pour son historique de militarisme débridé en alliance avec Washington. Il est aussi estimé dans ces cercles parce que, tout comme aux Etats-Unis, sa rhétorique de la « guerre au terrorisme » a été utilisée pour justifier les mesures les plus autoritaires et antidémocratiques.

Tout aussi important, sa réputation a été fondée sur l'immense transfert des richesses qu'il a contribué à mettre en place au Royaume-Uni, des poches des travailleurs vers les sociétés financières mondiales et les super-riches.

La liste des individus les plus riches, publiée dans le *Times* du mois passé, a établi que les mille individus les plus riches de Grande-Bretagne ont plus que triplé la valeur de leurs avoirs sous Blair. Leur fortune combinée a augmenté de 20 pour cent l'an passé seulement, pour atteindre un total de 360 milliards de £.

Londres a été décrite comme un « aimant à milliardaires », qui sont attirés par la réputation du Royaume-Uni en tant que « paradis fiscal » dans lequel les riches, plusieurs d'entre eux ayant fait fortune en dépouillant les actifs ou par les privatisations et la spéculation financière, ne paient pratiquement aucun impôt sur leurs revenus.

Par opposition, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté en Grande-Bretagne a augmenté l'an dernier, passant de 12,1 millions à 12,7 millions, soit une augmentation de 600.000 personnes, alors que le nombre d'enfants pauvres a augmenté de 200.000 de 2005 à 2006, pour atteindre 3,8 millions.

C'est le rôle qu'il a joué dans l'enrichissement d'une petite minorité de la population qui lui a valu la reconnaissance dans les médias de la Grande-Bretagne, y compris la presse dite libérale. *The Observer* a écrit dans son éditorial du 29 avril que « La Grande-Bretagne n'a jamais été mieux que lors des dix années où Tony Blair était à sa tête. De la richesse fut créée et de la richesse fut redistribuée. C'est ce que les gouvernements travaillistes ont toujours souhaité. Et tout cela sans diminution de la compétitivité à l'échelle mondiale. »

Dans la mesure où les commentateurs se sont sentis obligés de reconnaître le rôle de Blair en Irak, c'est pour le décrire comme une erreur tragique et isolée qui porte ombrage à un ensemble de réalisations très enviables. Ces commentaires cachent le fait que la guerre en Irak fait partie d'une résurgence du militarisme impérialiste qui comprend l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne contre le Kosovo, le Sierra Leone et l'Afghanistan et qui continue avec les provocations actuelles contre l'Iran.

Le fait que les médias réduisent la question de l'Irak à un simple détail est déjà très

significatif. Mais le fait qu'ils le fassent à la suite d'une défaite accablante du Parti travailliste lors des élections du 3 mai — dans lesquelles la question de la guerre a joué un rôle-clé — démontre le gouffre qui existe entre l'élite dirigeante et ses apologistes politiques, et les masses de travailleurs.

Lors de ces élections, les travaillistes ont, pour la première fois en 50 ans, perdu le contrôle de l'Écosse et ont obtenu leurs pires résultats au Pays de Galles depuis 1918. En Angleterre, où la position des travaillistes était déjà la pire de leur histoire, ils ont été rayés de 90 autorités locales et ont presque perdu 500 conseillers. En tout, leur part du vote se situe à seulement 27 pour cent, dans des conditions où le taux de participation n'a jamais atteint beaucoup plus que 50 pour cent.

De nombreuses discussions sur les élections ont pris place, révélant jusqu'à quel point la coalition qui porta Blair au pouvoir en 1997 – l'appui traditionnel du Parti travailliste dans les grandes villes et une couche d'anciens électeurs conservateurs dans quelques circonscriptions – s'est effondrée.

Dans l'*Observer* du 6 mai, Andrew Rawnsley nota que : « pour les électeurs non tribalistes, son détachement face à son parti a toujours été un élément central de son attrait électoral. C'est sa capacité à rejoindre des parties du pays qui ne s'étaient pas senties attirées par de précédents leaders travaillistes qui lui a permis de demeurer au 10 Downing Street aussi longtemps… Tony Blair a prouvé qu'un premier ministre non travailliste à la tête d'un gouvernement travailliste pouvait être très puissant électoralement. »

Rawnsley ajouta que, comme Margaret Thatcher, Blair « gagna en formant une coalition qui alla chercher un appui au-delà de l'électorat traditionnel de son parti. Comme elle, ses triomphes électoraux à Westminster ont été accompagnés d'un affaiblissement du parti. Et comme elle, sa coalition a été éventuellement fracturée. »

La référence de Rawnsley à « l'affaiblissement » du Parti travailliste est significative, bien qu'il ne la mentionne que rapidement et qu'elle soit complètement passée sous silence par d'autres commentateurs. La raison en est que, comme la plupart des médias pro-travaillistes, l'*Observer*, dans un effort commun, tente de sauver le New Labour de l'oubli en portant Brown à la direction. La leçon à retenir, poursuit Rawnsley, est que « le chancelier doit se rappeler que le New Labour avait initialement pris le pouvoir en s'adressant aux riches et ambitieux électeurs de la classe moyenne ».

Le bavardage passionné à propos de la « coalition » du New Labour est tout simplement faux. En dernière analyse, toute majorité parlementaire dépend de telles alliances, y compris la victoire écrasante du Parti travailliste en 1945 qui fut acquise sur la base d'un important programme de réformes sociales. Toutefois, dans le cas du New Labour, sa victoire électorale était basée sur le mythe monumental qu'il était possible de conjuguer les demandes des travailleurs à un programme de la grande entreprise.

Rien ne peut masquer le fait que cette perspective s'est avérée en fait n'être qu'un écran de fumée derrière lequel les riches sont devenus encore plus riches alors que la grande majorité a été plongée dans une existence précaire, criblée de dettes.

La véritable coalition pro-Blair – celle que l'on n'ose pas nommer – était celle entre la grande entreprise et les super-riches d'une part, et le Parti travailliste et la bureaucratie syndicale d'autre part.

C’est grâce à son association historique avec la classe ouvrière que le Parti travailliste a été en mesure de finaliser l’abandon du modèle d’Etat-providence par Thatcher – « l’économie mixte » d’industries nationalisées et de financement des services publics – et du même coup, de toutes les notions gradualistes qui avaient été essentielles pour maintenir la paix sociale durant la période d’après-guerre.

Les syndicats ont non seulement joué un rôle essentiel en façonnant le programme de droite du nouveau parti travailliste, mais aussi en empêchant toute résistance à ce dernier, alors que le gouvernement coupait dans les dépenses publiques, maintenait les salaires au plus bas et privatisait la santé et l’éducation.

Rien ne pouvait mieux illustrer le caractère malveillant de la bureaucratie syndicale que son refus d’appuyer les manifestations de masse contre la guerre en Irak, sous prétexte que cela aurait mis en péril le gouvernement travailliste. En effet, le fait que le Blair puisse espérer quitter gracieusement Downing Street au moment choisi, plutôt que d’y être forcé, comme il le mérite, est en tout premier lieu la responsabilité du Congrès des syndicats unis.

Au même moment, la manière avec laquelle Blair quitte témoigne éloquemment de l’absence de toute opposition de principe à Blair au sein de parti travailliste même. Il n’a jamais été sérieusement défié de la gauche. Au lieu de cela, de l’aile gauche officielle il ne reste qu’un vestige, alors que les postes qui forment la coterie proche de Blair ont été remplis par les anciens de la « gauche », plusieurs ayant un passé stalinien.

La grande entreprise et les syndicats tentent maintenant de construire une base pour la poursuite de cette alliance sous Brown. Dans un effort visant à sauver le parti travailliste, même les sévères hostilités entre les factions de Blair et de Brown au sein du parti ont été temporairement mises de côté, avec une succession à la direction de la chancellerie organisée plus comme un couronnement qu’une course à la direction.

Le problème fondamental auquel ils font face cependant, c’est que le « succès » de Blair a été construit sur le cadavre du Parti travailliste. Avec la grande entreprise dans tous les postes officiels du parti, résultat du processus de transformation des travaillistes en un ramassis néo conservateur, toutes possibilités de voir les tensions sociales canalisées dans une voie inoffensive a aussi été éliminées.

Brown, le second architecte du Nouveau Parti travailliste, ne peut pas revenir en arrière, pas plus qu’il ne peut sortir de sa propre peau. Pour l’essentiel, les prétentions de Brown à présenter un programme différent de celui de Blair, visent à obtenir l’appui du parlement – ce qui est nécessaire à cause de la majorité vacillante des travaillistes et la croyance largement répandue que la démocratie parlementaire a été éviscérée par une clique sordide, corrompue et intouchable. Sur la question de la guerre et du militarisme, il n’a rien à dire d’autre que d’indiquer qu’il va permettre au parlement de prendre un vote si une nouvelle guerre est déclarée dans le futur.

Il ne peut y avoir de retour en arrière vers l’ancienne structure politique, lorsque des millions de travailleurs considéraient les travaillistes comme « leur parti ». C’est un parti de l’oligarchie financière, férocement hostile à toute mesure qui empiéterait sur les intérêts du capital et des riches – un fait rendu très clair par la dérision avec laquelle est invoquée, au sein du parti, la perspective d’une candidature de « gauche » par Michael Meacher ou John McDonnell. Les travaillistes sont si opposés à même un appui des plus insipides aux réformes sociales, qu’il est à se demander si un candidat choisi de la « gauche » réussirait à

obtenir l'appui de 45 des membres du parlement requis pour une telle mise en candidature.

La désaffectation de la classe ouvrière est un phénomène européen et international. Sur tout le continent, les anciens partis sociaux-démocrates ont adopté la politique de la droite. Leur nom est le dernier vestige qui reste de leur origine d'organisation de masse de la classe ouvrière : il est conservé pour semer la confusion politique et aider à imposer une politique profondément impopulaire à un électorat hostile.

Cela présage d'énormes conflits politiques et de classe. Mais, comme l'ont démontré les récentes élections ici, en France et en Allemagne, pour que les sociaux-démocrates de droite ne soient pas simplement remplacés par des conservateurs de droite, et pour que les inégalités sociales et la menace de nouvelles guerres soient écartées, les travailleurs et les jeunes doivent établir leur indépendance politique de la bourgeoisie et de son annexe de « gauche » en construisant un parti véritablement international et socialiste.

Article original en anglais paru le 11 mai 2007.

La source originale de cet article est WSWS
Copyright © Parti de l'égalité socialiste, WSWS, 2007

Articles Par : Parti de l'égalité socialiste

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca